PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

CM-CIC SECURITIES

Société anonyme au capital de 19 704 678 €.
Siège social : 6, avenue de Provence, 75009 Paris.
467 501 359 R.C.S. Paris.

Exercice social du 01/01/2012 au 31/12/2012
Comptes annuels approuvés par l'A.G.O. du 15/05/2013

I. – Bilan

(en milliers d'euros)

Actif	Notes	2012 31 décembre	2011 31 décembre	2010 31 décembre
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	2	7	7	6
Effets publics et assimilés				
Créances sur les établissements de crédit	3	613 895	569 783	419 861
Opérations avec la clientèle	4	32 825	23 418	19 238
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	3 295	1 936	4 365
Actions et autres titres à revenu variable	6	56 262	33 862	37 463
Participations et autres titres détenus à long terme	7	1 790	2 188	2 120
Parts dans les entreprises liées	8			
Opérations de crédit-bail et assimilées				
Immobilisations incorporelles	9	35	35	63
Immobilisations corporelles	10	599	752	847
Capital souscrit non versé				
Actions propres				
Comptes de négociation et règlement	11	55 907	60 573	26 620
Autres actifs	11	55 436	143 546	104 365
Comptes de régularisation	12	30 344	11 606	30 023
Total de l'actif		850 395	847 706	644 971

Hors-bilan	2012 31 décembre	2011 31 décembre	2010 31 décembre
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements reçus d'établissements de crédit			
Engagements de garantie			
Engagements reçus d'établissements de crédit	22 738	23 186	22 452
Engagements sur titres			
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise			
Autres engagements reçus	478	3 488	291

Passif	Notes	2012 31 décembre	2011 31 décembre	2010 31 décembre
Banques centrales, C.C.P.				
Dettes envers les établissements de crédit	14	271 391	249 828	133 305

Opérations avec la clientèle	15	458 287	474 863	412 872
Dettes représentées par un titre				
Comptes de négociation et règlement	11	54 694	42 576	19 907
Autres passifs	11	21 824	32 573	19 373
Comptes de régularisation	12	14 696	11 728	22 093
Provisions pour risques et charges	16	4 718	3 981	5 285
Dettes subordonnées				
Fonds pour risques bancaires généraux	17	4 500	4 500	4 500
Capitaux propres	17	20 285	27 657	27 636
- Capital souscrit		19 705	19 705	19 705
- Primes d'émission		3 563	3 563	3 563
- Réserves		4 221	4 221	4 221
- Ecart de réévaluation				
- Provisions réglementées				
- Report à nouveau		167	147	211
- Résultat de l'exercice		-7 371	21	-64
Total du passif		850 395	847 706	644 971

Hors-bilan	2012 31 décembre	2011 31 décembre	2010 31 décembre
Engagements donnés			
Engagements de financement			
Engagements en faveur d'établissements de crédit			
Engagements en faveur de la clientèle			
Engagements de garantie			
Engagements d'ordre d'établissements de crédit			3 232
Engagements d'ordre de la clientèle			
Engagements sur titres			
Titres acquis avec faculté de reprise			
Autres engagements donnés	18 556	20 129	31 034

II. – Compte de résultat

(en milliers d'euros)

	Notes	Exercice2012	Exercice2011	Exercice2010
+ Intérêts et produits assimilés	22	2 258	5 703	2 443
+ Intérêts et charges assimilées	22	-1 018	-2 338	-634
+ Revenus des titres à revenu variable	23		8	3
+ Commissions (produits)	24	59 005	75 215	83 299
+ Commissions (charges)	24	-18 778	-30 072	-42 639
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	25	5 805	5 832	11 062
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	26		-19	10
+ Autres produits d'exploitation bancaire	27	150	384	2 439
+ Autres charges d'exploitation bancaire	27	-253	-414	-560
+/- Produits nets des autres activités	28		13	
= Produit Net Bancaire		47 169	54 286	55 423
+ Charges de personnel	30	-30 025	-29 498	-30 404
+ Autres charges administratives		-22 934	-24 714	-26 120

+ Dotations aux amortissements		-191	-219	-222
= Charges de fonctionnement		-53 150	-54 431	-56 746
= Résultat Brut d'Exploitation		-5 981	-145	-1 323
+ Coût du risque	31	-209	120	367
= Résultat d'Exploitation		-6 190	-25	-956
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	32	-1 204	68	116
= Résultat Courant		-7 394	43	-840
+/- Résultat exceptionnel	33	22	61	879
+ Impôts sur les bénéfices	34	1	-83	-103
+/- Dotations/reprises de FRBG				
+/- Dotations/reprises aux provisions réglementées				
= Résultat Net		-7 371	21	-64

III. – Affectation du résultat

Résolution proposée et votée par l'assemblée sans modification

L'Assemblée Générale, constatant que le résultat de l'exercice est une perte de 7 370 188,69 euros, décide de l'affecter au report à nouveau qui sera ainsi de -7 202 841,90 euros.

Rappel des dividendes distribués
L'assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercice	2009	2010	2011
Dividende par action	5,00	0	0
Impôt déjà versé au Trésor	Éligible à la réfaction de 40% ressortant du 2-3 de l'article 158 du Code Général des Impôts.		
Revenu réel	Selon les dispositions du Code Général des Impôts applicables à la situation particulière de chacun des bénéficiaires.		

IV. – Annexes aux comptes sociaux

(En milliers d'euros)

Note 1 : Principes comptables, méthodes d'évaluation

Les principes comptables généraux retenus pour établir les comptes de la société CM - CIC Securities sont ceux définis par le comité de la réglementation bancaire et financière conformément au règlement CRBF N° 97-03, modifié par le règlement CRC n° 2002-04 puis par le règlement CRC n° 2004-18 relatifs aux documents de synthèse individuels des entreprises d'investissement.

Les comptes de l'exercice 2012 de la société CM - CIC Securities ont été établis selon les mêmes principes d'évaluation que ceux appliqués en 2011.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Créances et dettes
Les créances et dettes ont été enregistrées à leur valeur nominale.

Les créances sont classées en douteux lorsqu'il est probable que le débiteur ne pourra pas rembourser la totalité des sommes dues. Les crédits sont classés en douteux compromis lorsqu'ils sont douteux depuis plus de 12 mois.

Les provisions pour dépréciation des créances clients sont évaluées au cas par cas en fonction des risques de non-recouvrement à la clôture de l'exercice.

Portefeuille de titres
Le classement des titres selon les différentes catégories et leur méthode d'évaluation et de comptabilisation sont fonction de leur nature et de l'intention de gestion exprimée lors de leur acquisition.

Titres de transaction
Sont classés sous cette catégorie les titres négociables sur un marché dont la liquidité est assurée et qui sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à brève échéance.

Sauf dans le cadre d'une activité de mainteneur de marché, ces titres ne peuvent demeurer plus de six mois dans le portefeuille de transaction. Au-delà de cette période, leur transfert vers le portefeuille de placement ou d'investissement se fait à la valeur de marché du jour du transfert. Les titres de transaction sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, frais d'acquisition inclus.

Conformément au règlement N° 90-01 du comité de la réglementation bancaire et financière, modifié par le règlement CRC n° 2005-01 relatif à la comptabilisation des opérations sur titres, chapitre 1er, "dispositions applicables aux titres de transaction", à chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

En application de ce principe, les titres figurant au compte Pcec 30213 « Actions et autres titres à revenu variable » liés à l'activité d'intermédiation font l'objet d'une évaluation au cours le plus récent et le solde global des différences dégagé par cette évaluation est porté, selon le sens, en charges ou en produits.

Les opérations d'arbitrage subissent un traitement comptable particulier : enregistrement initial au prix d'achat et prise en compte des éventuelles opérations sur titres.

Titres de placement
Sont classés en titres de placement les titres acquis avec l'intention de les détenir plus de six mois, sans pour autant devoir être conservés durablement. Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire au prix auquel ils ont été acquis ou à la valeur déterminée par les termes du contrat d'acquisition. Les frais d'acquisition sont enregistrés directement en charge.

A la date d'arrêté des comptes, ils sont évalués sur la base du dernier cours connu pour les titres cotés et sur la base de leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Les moins-values latentes, calculées ligne à ligne, sont provisionnées, les plus-values latentes ne sont pas prises en compte.

Titres de participation
Les titres de participation non consolidés regroupent les titres à revenu variable que le groupe entend détenir durablement et qui donnent des droits dans le capital d'une entreprise lorsque ces droits, en créant un lien durable avec celle-ci, sont destinés à contribuer à l'activité du groupe.

Les titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire au prix auquel ils ont été acquis ou à la valeur déterminée par les termes du contrat d'acquisition. Les frais d'acquisition des titres sont inscrits directement en charge.

Les moins-values latentes, calculées ligne à ligne, sont provisionnées, les plus-values latentes ne sont pas prises en compte.

A la clôture de l'exercice, les titres de participation et de filiales non cotés font l'objet d'une estimation individuelle basée non seulement sur la situation nette, mais aussi leurs capacités bénéficiaires et leurs perspectives de rentabilité. Si la valeur ainsi estimée apparaît inférieure à la valeur brute comptable, une provision pour dépréciation est constituée.

Instruments financiers à terme
Conformément au règlement CRBF 88-02, relatif à la comptabilisation des opérations sur instruments financiers à terme de taux d'intérêts, les gains et les pertes sur instruments financiers sont enregistrés respectivement en produits et charges sur opérations diverses.
Les marges positives ou négatives, constatées sur des opérations non dénouées à la clôture de l'exercice et réalisées sur des marchés organisés ou assimilés, sont comptabilisées en résultat, aussi bien pour les opérations de couverture (lorsque l'élément couvert est évalué au cours de marché) que pour les autres opérations.

Comptes de négociation/règlement
Ces comptes enregistrent, au coût historique, dès la date de transfert de propriété, l'ensemble des achats et des ventes d'instruments financiers pour compte de tiers dont les opérations de livraison et de règlement ne sont pas encore dénouées.

Opérations libellées en devise
Les gains et les pertes de change qu'ils soient latents ou définitifs sont constatés à chaque fin de période et enregistrés en compte de résultat.
Dans le compte de résultat, les produits et les charges enregistrés en monnaies étrangères sont convertis dans la devise locale des sociétés consolidées aux taux de change en vigueur le jour de leur constatation.

Immobilisations incorporelles et corporelles
Les immobilisations sont évaluées au coût d'achat. Au compte de résultat, les amortissements correspondant à ces immobilisations figurent en "Dotations aux amortissements".

Immobilisations incorporelles
La valeur brute des éléments incorporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine.
L'amortissement pour dépréciation a été déterminé pour les logiciels selon le mode linéaire sur une durée de 1 an.

Immobilisations corporelles
La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

L'amortissement pour dépréciation a été déterminé selon le mode linéaire ou dégressif. Les durées d'amortissement notamment retenues ont été les suivantes :

	Durée	**Méthode**
Installations téléphoniques	5 à 10 ans	Linéaire
Installations/Agencements	10 ans	Linéaire
Matériel Bureau/Informatique	3 à 5 ans	Linéaire/Dégressif
Matériel de Transport	5 ans	Linéaire
Mobilier de Bureau	5 à 10 ans	Linéaire

Provisions pour risques et charges
Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées selon les règles du CRC 2000-06.

Fonds pour risques bancaires généraux
Conformément aux possibilités offertes par la réglementation bancaire, la société constitue un fonds pour risques bancaires généraux. Celui-ci est destiné à se prémunir contre des risques éventuels inhérents aux activités commerciales et de marché, non identifiés et non mesurables à la date d'arrêté des comptes.

Engagements de retraite et assimilés

Les engagements font l'objet d'une provision et leur variation est comptabilisée dans le résultat de l'exercice. Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite et assimilés sont un taux d'actualisation déterminé par référence au taux long terme des obligations d'entreprises de première catégorie à la clôture de l'exercice et un taux d'augmentation des salaires évalué à partir d'une estimation sur le long terme de l'inflation et de la progression du salaire réel.

La recommandation CNC 2003-R-01 sur les engagements de retraite et assimilés est appliquée depuis le 1er janvier 2004.

Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies
Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées pour déterminer la valeur actualisée de l'engagement et le coût des services rendus de l'exercice, à partir d'hypothèses.

Les différences générées par les changements de celles-ci et par les différences entre les hypothèses antérieures et ce qui s'est effectivement produit constituent des écarts actuariels.

Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux-ci sont évalués à la juste valeur et impactent le résultat pour leur rendement attendu. La différence entre le rendement réel et celui attendu constitue un écart actuariel.

Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

- Retraites complémentaires relevant des caisses de retraite
L'accord d'étape AFB en date du 13 septembre 1993 a modifié les régimes de retraite des établissements bancaires. Depuis le 1er janvier 1994, les banques adhèrent aux régimes nationaux Arrco et Agirc. Les trois caisses du groupe CIC qui assuraient le paiement des différentes charges prévues dans l'accord d'étape ont fusionné au 1er janvier 2008 afin de mutualiser leurs réserves.
Après fusion, les réserves de l'entité fusionnée couvrent intégralement les engagements, ceux-ci ayant fait l'objet d'une estimation complète en 2008.
Afin de se mettre en conformité avec les dispositions de la loi Fillon du 23 août 2003 et de la loi 2008-1330 de Financement de la Sécurité sociale du 17 décembre 2008, la transformation en IGRS de l'entité fusionnée, avec pour corolaire le basculement des réserves et engagements auprès d'un organisme d'assurance, est intervenue en 2009.

- Autres avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies
Les futures indemnités de fin de carrière et les compléments de retraite, y compris les régimes spéciaux sont, soit couverts par des contrats d'assurances, soit provisionnés pour la part non couverte par de tels contrats.
Les primes pour indemnités de fin de carrière versées annuellement prennent en compte les droits acquis au 31 décembre de chaque exercice, pondérés par des coefficients de rotation et de probabilité de survie du personnel.
Les engagements sont calculés suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. Sont notamment pris en compte, la mortalité, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.
Les indemnités de fin de carrière arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursement par l'assureur à hauteur de la part couverte par celui-ci.
Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui a atteint son 62ème anniversaire.

Autres avantages à long terme
Les salariés reçoivent une prime liée à la médaille du travail obtenue après 25 et 35 années d'ancienneté. Cet engagement est évalué selon les mêmes principes que ceux des indemnités de fin de carrière.

Commissions
Les commissions sont enregistrées dès la clôture de l'émission ou dès leur facturation.

Note 2 : Caisse, Banques centrales

	31.12.2012	31.12.2011
Banques centrales		
Caisse	7	7
Total	7	7

Note 3 : Créances sur les établissements de crédit

	31.12.2012		31.12.2011	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	539 791		535 045	
Prêts, valeurs reçues en pension	2			
Titres reçus en pension livrée		74 102		34 738
Total	539 793	74 102	535 045	34 738
Total des créances sur les établissements de crédit	613 895		569 783	

Note 4 : Créances sur la clientèle

	31.12.2012	31.12.2011
Autres concours		

- Prêts et crédits	28	26
- Titres reçus en pension livrée		
- Créances rattachées		
Comptes ordinaires débiteurs	30 837	21 596
Créances rattachées		
Créances douteuses	3 697	3 718
Dépréciations	-1 737	-1 922
Total	32 825	23 418

Les créances douteuses comprennent 3.423 K€ de créances douteuses compromises dépréciées à hauteur de 1.509 K€.

Note 5 : Obligations & autres titres à revenu fixe

	31.12.2012				31.12.2011			
	Transaction	**Placement**	**Invest.**	**Total**	**Transaction**	**Placement**	**Invest.**	**Total**
Titres détenus cotés	3 295			3 295	1 936			1 936
Montant brut	3 295			3 295	1 936			1 936
Provisions								
. Pour dépréciation								
. Pour risques								
Montant net	3 295			3 295	1 936			1 936

Les titres de placement ne comportent pas de différence positive entre le prix de remboursement et le prix d'acquisition.
Aucun transfert de titres dans une autre catégorie n'a eu lieu.

Note 6 : Actions & autres titres à revenu variable

	31.12.2012				31.12.2011			
	Transaction	**Placement**	**T.A.P.**	**Total**	**Transaction**	**Placement**	**T.A.P.**	**Total**
Titres détenus cotés (1)	38 184	18 078		56 262	14 378	19 484		33 862
Titres détenus non cotés		19		19		19		19
Montant brut	38 184	18 097		56 281	14 378	19 503		33 881
Dépréciations sur titres		-19		-19		-19		-19
Total	38 184	18 078		56 262	14 378	19 484		33 862

Aucun transfert de titres dans une autre catégorie n'a eu lieu.
(1) Titres de placement acquis en SRD pour lesquels CMCIC Securities intervient en tant que négociateur.

Note 7 : Titres de participation et autres titres détenus à long terme

	31.12.2011	**Acquisitions Dotations**	**Cessions Reprises**	**Transferts**	**Autres variations**	**31.12.2012**
Autres titres détenus à long terme						
- certif association FGD	38					38
Titres de participation						
- non cotés	3 619	806				4 425
Sous-total	3 657	806				4 463
Montant brut	3 657					4 463
Dépréciations						
- titres non cotés	-1 469	-1 204				-2 673
Sous-total	-1 469	-1 204				-2 673
Montant net	2 188					1 790

CM-CIC SECURITIES détient une participation à hauteur de 60,17% dans le capital GSN NORTH AMERICA, INC.
Les capitaux propres GSN NORTH AMERICA, INC au 31-12-2013 s'élèvent à 986 488,65 USD.
GSN NORTH AMERICA, INC enregistre une perte de l'exercice s'élevant à 1 564 638,12 USD.
La valeur brute est de 4 424 K€, dépréciée à concurrence de 2 673 K€.
La variation de la valeur brute est due à l'augmentation de capital de 805.417,53 € en date du 27 juin 2012.

Note 8 : Opérations avec les entreprises liées

	31.12.2012 Entreprises liées		31.12.2011 Entreprises liées	
	Total	Dont subordonné	Total	Dont subordonné
Actif				
Créances sur établissements de crédit	531 196		529 876	
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	266 584		248 152	
Hors-bilan				
Engagements reçus	22 738		23 186	

Le CIC détient directement ou indirectement 100% du capital de CM-CIC SECURITIES et consolide sa filiale par intégration globale.

Note 9 - Immobilisations incorporelles

	31.12.2011	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31.12.2012
Valeur brute					
. Droits au bail	15				15
. Fonds commerciaux	20				20
. Autres immobilisations incorporelles	461				461
Montant brut	496				496
Amortissements					
. Autres immobilisations incorporelles	-461				-461
Montant des amortissements	-461				-461
Montant net	35				35

Note 10 : Immobilisations corporelles

	31.12.2011	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31.12.2012
Valeur brute					
. Constructions d'exploitation	3 950	30			3 980
. Autres immobilisations corporelles	1 096	8			1 104
Montant brut	5 046	38			5 084
Amortissements					
. Constructions d'exploitation	-3 442	-127			-3 569
. Autres immobilisations corporelles	-852	-64			-916
Montant des amortissements	-4 294	-191			-4 485
Montant net	752	-153			599

Note 11 : Autres actifs et passifs

	31.12.2012		31.12.2011	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Primes sur options	2		25	
Comptes de règlement d'opérations sur titres	27 014	25 801	60 573	42 576
Dettes représentatives des titres empruntés		37 255		9 867
Débiteurs et créditeurs divers	84 327	13 462	143 521	22 706
Créances et dettes rattachées	202			
Dépréciations	-202			
Total	111 343	76 518	204 119	75 149

Les débiteurs divers s'élèvent à 84.327 K€ et comprennent notamment :

- Dépôts de Garantie Dérivés, Étrangers & Relit 77 955 K€

- Compens. Marchés Dérivé & Étrangers	1 477 K€
- Écritures en Instance d'Imputation	1 539 K€
- Créances Fiscales & Sociales	3 306 K€

Les créditeurs divers s'élèvent à 13.462 K€ et comprennent notamment :

- Couverture de Marges Débitrice	997 K€
- Compens. Marchés Dérivé & Etrangers	147 K€
- Ecritures en Instance d'Imputation	7 285 K€
- Dettes Fiscales & Sociales	5 033 K€

Note 12 : Comptes de régularisation

	31.12.2012		31.12.2011	
	Actif	**Passif**	**Actif**	**Passif**
Comptes d'encaissement	241	9		8
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan				4
Autres comptes de régularisation	30 103	14 687	11 606	11 716
Total	30 344	14 696	11 606	11 728

Note 13 : Dépréciations des créances douteuses

	31.12.2011	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.2012
Actif					
Dépréciations sur créances sur la clientèle	1 922	120	-305		1 737
Passif					
Dépréciations sur créances diverses ND	67				67
Dépréciations sur créances diverses	1 557	300	-233		1 624
Total	3 546	420	-538		3 428

Le total des créances douteuses sur la clientèle est de 3.697 K€. Elles sont couvertes par des dépréciations d'actif à hauteur de 1.737 K€ soit 46,98 %.
Les dépréciations créances douteuse sur la clientèle se décomposent en :

- Dépréciation pour clients déposés	1.509 K€
- Dépréciation pour autres clients	228 K€

Note 14 : Dettes envers les établissements de crédit

	31.12.2012		31.12.2011	
	A vue	**A terme**	**A vue**	**A terme**
Comptes ordinaires	271 391		249 828	
Total	271 391		249 828	
Total des dettes envers les établissements de crédit		271 391		249 828

Note 15 : Comptes créditeurs de la clientèle

	31.12.2012		31.12.2011	
	A vue	**A terme**	**A vue**	**A terme**
Comptes d'épargne à régime spécial		81 762		91 164
Total - Comptes d'Epargne à Régime Spécial		81 762		91 164
Autres dettes	376 525		383 699	
Total - Autres dettes	376 525		383 699	
Total des comptes créditeurs de la clientèle à vue et à terme	458 287		474 863	

Note 16 : Provisions

	31.12.2011	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.2012
Provisions de contrepartie					
- provisions pour risques/créances diverses ND	67				67
- provisions pour risques/créances diverses	1 557	300	-233		1 624
Provisions hors risques de contrepartie					
- provisions pour charges de retraite (1)	1 487	1 406	-696		2 197
- provisions pour litiges					
- provisions pour éventualités diverses	870	365	-405		830
Total	3 981	2 071	-1 334		4 718

(1) Parmi les provisions pour charges de retraites figure la provision pour indemnités de fin de carrière. Celle-ci est égale à la différence entre l'engagement et le montant assuré auprès des ACM, entreprise d'assurance du groupe CM11-CIC. L'impact de l'étalement de l'augmentation de l'engagement de CM-CIC Secuirites liés au changement de convention collective intervenu en 2012 s'élève 123 K€. S'agissant d'un coût des services passés, il est étalé sur la durée de vie résiduelle estimée des salariés.
Par ailleurs, afin d'harmoniser les paramètres de calcul avec ceux du groupe CM11-CIC, le taux d'actualisation de référence est désormais le taux de rendement des obligations long terme émises par des entreprises de premier rang, estimé à partir de l'indice i-Boxx Corporate AA 10ans.
Le taux d'actualisation retenu en 2012 s'élève à 2,90 % contre 4,70 % en 2011.

Note 17 : Capitaux propres et FRBG

	Capital	Primes	Réserves (1)	Ecarts de réévaluation	Provisions réglementées	Report à nouveau	Résultat exercice	Total	Fonds pour risques bancaires généraux
Solde au 1.1.2011	19 705	3 563	4 221			211		27 700	4 500
Résultat de l'exercice							21	21	
Affectation du résultat de l'exercice précédent						-64		-64	
Distribution de dividendes									
Augmentation de capital									
Variations des taux de conversion									
Incidence des réévaluations									
Autres variations									
Solde au 31.12.2011	19 705	3 563	4 221			147	21	27 657	4 500
Solde au 1.1.2012	19 705	3 563	4 221			147		27 636	4 500
Résultat de l'exercice							-7 371	-7 371	
Affectation du résultat de l'exercice précédent						21		21	
Distribution de dividendes									
Augmentation de capital									
Incidence des réévaluations									
Autres variations									
Solde au 31.12.2012	19 705	3 563	4 221			167	-7 371	20 285	4 500

CM - CIC Securities est une Société Anonyme au capital de 19 704 678 euros.
Le capital est composé de 469 159 actions de 42 euros de nominal.
CIC détient 469 147 actions soit 99,99 % du capital social.
(1) Les réserves sont constituées par la réserve légale pour 1 970 K€ et les autres réserves pour 2 251 K€.
La perte de l'exercice s'élève à 7 370 188,69 euros.

Note 18 : Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

	< 3 mois et à vue	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	A durée indéterminée	Créances Dettes rattachées	Total
Actifs							
Créances sur les établissements de crédit *	539 793		74 102				613 895
Créances sur la clientèle **	30 837						30 837
Obligations et autres titres à revenu fixe ***							
Passifs							
Dettes envers les établissements de crédit	271 390						271 390
Comptes créditeurs de la clientèle	376 525	81 762					458 287

** à l'exception des créances douteuses et des provisions pour dépréciation*
*** à l'exception des valeurs non imputées, des créances douteuses et des provisions pour dépréciation*
**** exclusivement pour les titres de placement et d'investissement (hors créances douteuses)*

Note 19 : Contrevaleur en euros des actifs & passifs en devises

La contre-valeur en euros des actifs et passifs libellés en devises est respectivement de 127 328 et 127 328.

Note 20 : Engagements sur instruments financiers à terme

Opérations sur instruments financiers à terme (selon la notion d'opérations de couverture micro/macro et opérations de gestion position ouverte/gestion spécialisée sur les opérations fermes et conditionnelles).

	31.12.2012			31.12.2011		
	Couverture	Opérations de gestion	Total	Couverture	Opérations de gestion	Total
Opérations fermes						
Marchés organisés						
Contrats de taux		1 400	1 400		400	400
Autres opérations		1 692 289	1 692 289		1 932 666	1 932 666
Opérations conditionnelles						
Actions et autres options						
Achetées		360	360		2 342	2 342
Vendues						
Total		1 694 049	1 694 049		1 935 408	1 935 408

Note 21 : Ventilation des instruments à terme selon leur durée résiduelle

31.12.2012	< 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Instruments de taux				
Marchés organisés				
Ventes	1 400			1 400
Autres instruments financiers à terme				
Marchés organisés				
Achats	986 124			986 124
Ventes	706 525			706 525
Total	1 694 049			1 694 049

Note 22 : Produits et charges sur intérêts

	31.12.2012		31.12.2011	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Établissements de crédit	2 250	-970	5 696	-2 262
Clientèle	8	-48	7	-76
Total	2 258	-1 018	5 703	-2 338

Note 23 : Revenus des titres à revenu variable

	31.12.2012	31.12.2011
Titres de participation et ATDLT		8
Total		8

Note 24 : Commissions

	31.12.2012		31.12.2011	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie & interbancaires	41		17	
Opérations avec la clientèle	9		10	
Opérations sur titres	3 060	-995	3 343	-4 144
Opérations de change	1 598		1 600	
Opérations de hors-bilan				
. Engagements sur titres	6 976		3 148	
. Engagements financiers à terme	2 839	-829	4 225	-1 270

. Engagements de financement et de garantie		636		545
Prestations de services financiers	43 978	-17 557	62 278	-25 144
Commissions sur moyens de paiement		-33		-59
Autres commissions (dont produits rétrocédés)	504		594	
Total	59 005	-18 778	75 215	-30 072

Note 25 : Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

	31.12.2012	31.12.2011
- Sur titres de transaction	5 747	5 262
- Sur opérations de change	448	217
- Sur instruments financiers à terme	-390	353
* De taux d'intérêt	-67	-60
* De cours de change		-18
* Sur autres instruments financiers y compris actions	-323	431
Sous-total	5 805	5 832
- Dotations aux provisions sur instruments financiers		
- Reprises de provisions sur instruments financiers		
Total	5 805	5 832

Note 26 : Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

	31.12.2012	31.12.2011
Opérations sur titres de placement		
- Dotations aux provisions pour dépréciation		-19
Total		-19

Note 27 : Autres produits et charges d'exploitation bancaire

	31.12.2012		31.12.2011	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits accessoires			2	
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	150	-253	382	-414
Autres produits et charges d'exploitation non bancaire				
Total	150	-253	384	-414

Note 28 : Produits nets des autres activités

	31.12.2012		31.12.2011	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Autres produits et charges d'exploitation bancaire en commun				-13
Total				-13

Note 29 : Répartition du produit net bancaire

	31.12.2012	31.12.2011
Produits nets de négociation	28 873	36 517
Comptes maison	6 052	6 321
Commissions diverses	22 970	20 201
Résultat financier	606	2 935
Prestations diverses	-7 074	-6 572
Autres	46	-72

Plus-values de cession de titres de placement		
Redevances marchés	-4 304	-5 044
Produits sur exercices antérieurs		
Total	47 169	54 286

Note 30 : Charges de personnel

	31.12.2012	31.12.2011
Salaires & traitements	-19 718	-20 471
Charges sociales	-8 374	-8 953
Charges de retraite	-479	-40
Intéressement et participation des salariés (1)	-15	-17
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	-1 135	-1 079
Dotation nette aux provisions pour retraite	-710	-493
Autre dotation nette aux provisions pour risques et charges	406	1 555
Total	-30 025	-29 498

(1) Intéressement et participation des salariés, aucune provision n'a été constituée au titre de l'exercice 2012.

Note 31 : Coût du risque

	31.12.2012	31.12.2011
Dotations aux provisions sur créances douteuses	-322	-88
Reprises de provisions sur créances douteuses	305	201
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des provisions	-74	-121
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des provisions	-51	
Récupérations sur créances amorties		
Solde des créances	-142	-8
Dotations aux provisions pour risques et charges	-300	-135
Reprises de provisions pour risques et charges	233	263
Solde des risques	-67	128
Total	-209	120

Note 32 : Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	31.12.2012					31.12.2011
	Effets publics & valeurs assimilées	Obligations & ATRF	Participation & ATDLT	Parts dans les entreprises liées	Total	Total
Sur immobilisations financières						
- Dotations aux provisions			-1 204		-1 204	
- Reprises de provisions						68
Sous-total			-1 204		-1 204	68
Total					-1 204	68

Note 33 : Résultat exceptionnel

	31.12.2012	31.12.2011
Autres éléments exceptionnels	22	61
Total	22	61

Le résultat exceptionnel 2012 est constitué essentiellement de :
-Indemnité versée dans le cadre de procédure contentieuse
-Indemnité perçue dans le cadre de procédure contentieuse : 21
-Dépôt de Garantie Apparts

Note 34 : Impôts sur les bénéfices

	Exercice 2012	Exercice 2011
Impôt courant - Hors effet de l'intégration fiscale		-83
Impôt courant - Régularisation sur exercices antérieurs	1	
Impôt courant - Effet de l'intégration fiscale		
Total	1	-83

A compter de l'année 1995, l'ex-Union Européenne de CIC et certaines banques régionales et filiales détenues à plus de 95% ont constitué un groupe d'intégration fiscale, élargi en 1996 à la totalité des principales filiales détenues directement ou indirectement à plus de 95%.

Le C.I.C. détenant directement ou indirectement 100% du capital de CM-CIC SECURITIES, celui-ci a opté pour le régime fiscal des groupes de société dit "régime de l'intégration fiscale", qui s'est appliqué pour la première fois à l'exercice 1997.

Note 35 : Effectifs moyens

	31.12.2012	31.12.2011
Techniciens	78	81
Cadres	169	176
Total	247	257

Note 36 : Droits individuels à la formation

Les droits acquis en fin d'exercice au titre du dispositif de droit individuel à la formation (DIF) prévu par les articles L933-1 à L933-6 du code du travail sont de 24 200 heures.

Note 37 : Rémunérations versées aux membres du conseil d'administration

	31.12.2012	31.12.2011
Montant global des rémunérations versées		
Montant global des jetons de présence		

Aucune avance ou rémunération n'a été versée aux membres du conseil d'administration.

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CM-CIC Securities, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Comme indiqué dans les notes 1 et 13 de l'annexe aux états financiers, votre société constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture à l'actif, par des dépréciations spécifiques, et au passif, par des provisions générales pour risques de crédit.
- Votre société procède à d'autres estimations dans le cadre habituel de la préparation de ses états financiers, qui portent, notamment, sur la valorisation des titres de participation et des autres titres détenus à long terme, sur l'évaluation des engagements de retraite comptabilisés et les provisions pour risques juridiques et fiscaux. Nous avons examiné les hypothèses retenues et vérifié que ces estimations comptables s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes décrits dans la note 1 de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée clans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 30 avril 2013

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit
Agnès Hussherr

ERNST & YOUNG et Autres
Olivier Durand

VI. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social.

1303017